

Poisons d'Avril

Les résultats des élections municipales ont sonné comme un tocsin pour exiger une autre politique que celle conduite par l'hôte de l'Elysée et lui rappeler qu'il a balayé d'un revers d'urne ses promesses qui pourtant sont loin d'être les propositions de la CGT.

Message reçu ont-ils dit. Changement de Premier Ministre (de la police de l'austérité ?). Mais on ne change surtout pas le cap économique qui doit privilégier les entreprises. Toujours pas question de redistribution des richesses. A peine seulement, ce qui pourrait se transformer en boule puante, un clin d'œil fiscal vers les moins rémunérés. Mais à quand un vrai débat sur les enjeux de l'impôt et la cause qu'il sert en termes de réponses collectives aux besoins de services publics de santé, d'éducation, de transports, de présence postale etc... A quand un vrai débat sur le coût du capital et ses ravages dans toute la société ?

Que le MEDEF, au lendemain de ce scrutin aussi cauchemardesque que presque annoncé, ait exigé aucune faiblesse de renoncement sur le pacte de responsabilité et qu'il ait été encore entendu, ne donne pas de gages sociaux aux salariés et aux retraités.

La loi 2013 sur les retraites, copier-coller des réformes précédentes, creuse les inégalités, appauvrit un peu plus les retraités. D'aucuns font mine de découvrir, à l'aune de la non revalorisation des complémentaires au 1^{er} avril, la baisse des pensions. Ce sont toutes les lois sur les retraites qui ont conduit à cela. C'est le premier gouvernement de Hollande qui a décidé du report au 1^{er} octobre de la revalorisation des pensions, plus loin encore que Sarkozy.

Les pleurnichards (?) des soirées électorales sur les scores déjà trop insupportables de l'extrême droite dans les années 1980 sont devenus irrespirables.

Il suffit de parler de justice sociale et de ne penser qu'aux intérêts de ceux du MEDEF qui est là pour la déglutir.

L'intérêt général doit cesser de passer par l'intérêt particulier des penseurs et décideurs du CAC 40.

La CGT va poursuivre, indéfiniment, dans la voie de la mobilisation. Elle va s'employer à convaincre pour construire par les luttes les alternatives dont nous avons tant besoin.

C'est un défi permanent ; nous ne le lâcherons pas.

Après le rendez-vous européen du 4 avril (52 000 manifestants à Bruxelles), cap sur le 1^{er} mai et sur le 3 juin 2014 et la manifestation nationale des retraités. Et un bulletin...d'adhésion rempli à la CGT, c'est une voix de plus pour l'action. En avant !

10^{ème} Congrès de l'UCR CGT

Le syndicalisme retraité : une force d'avenir, solidaire, utile

Il a réuni 437 délégués, dont 162 déléguées, (37%) en progression de 9% par rapport au précédent congrès. Le rapport introductif, pointait la nécessité de mobiliser et rassembler les retraités sur les revendications qui s'expriment notamment dans la préparation de la grande manifestation nationale du 3 juin, de la place du syndicalisme retraité dans la société et dans la CGT et surtout de passer à une autre dimension sur les questions d'organisation, redoubler d'efforts sur la continuité syndicale avec les actifs mais également sur l'adhésion des retraités qui n'ont jamais été syndiqués ou qui ne le sont plus. C'est l'objet du plan de syndicalisation lancé à l'occasion du congrès. Plus de 1000 amendements au projet du document d'orientation ont été proposés, dont la plupart ont été retenus et ont permis de l'enrichir par le débat tant sur les questions revendicatives que sur la vie syndicale, donnant ainsi une feuille de route qui doit nous permettre développer une activité de proximité sur les territoires et sur les champs professionnels. Il a ainsi été adopté par 98,3%. A noter trois moments forts du congrès, la table ronde sur l'action sociale pour les retraités ; celle sur l'activité des retraités CGT au sein de la FERPA ; et l'intervention de Thierry Lepaon qui a fortement insisté sur la nécessité pour la CGT de faire vivre un syndicalisme pour tous les âges. Une direction largement renouvelée de 50 membres, pour la première fois à parité femmes/hommes a été élue ainsi qu'une commission financière de 5 membres.

Le tout dans une ambiance fraternelle et conviviale et il faut souligner l'excellent accueil des camarades de la Loire.

Jacqueline Lapoumériou, présentée par notre UFR, a été réélue à la commission exécutive de l'UCR. Les camarades Jacqueline Farache, Danièle Ledoux, Marie-Françoise Bernardet, Jacques Lefevre, Gilbert Phelep, Richard Rouger, Jean-Pierre Herve, adhérents de la FAPT et présentés par leurs USR ont été élus ou réélus.

Opérateurs téléphoniques : la bataille fait rage

Qu'on ne s'y trompe pas, la guerre que se livrent les opérateurs des Télécoms n'a pas pour objectif d'améliorer les services pour les usagers ou de satisfaire les revendications des salariés. L'objectif c'est le taux de rentabilité et la préservation des intérêts des actionnaires. Il est clair que l'acquisition de SFR par Numéricable va avoir des conséquences dramatiques sur l'emploi. A cette guerre capitaliste il faut opposer une véritable coopération entre les acteurs du secteur pour le respect du droit fondamental à la communication.

Les assistés du CAC 40

16 multinationales dont Renault, Sanofi, Airbus, EDF, AXA ont reçu 1724 millions d'€ d'aides publiques par le biais du CICE et du CIR. Soit presque 10 % du montant des dividendes qui ont été versés aux actionnaires (19962 €). Et les retraités d'attendre une éventuelle augmentation de leurs pensions...au 1^{er} octobre !

Convention assurance chômage : un nouvel accord régressif

Le futur régime sera amputé de 800 millions d'euros, autant de moins pour les privés d'emplois et leur revenu de remplacement. Pour les intermittents du spectacle, le nombre de jours indemnisés sera réduit, additionné à une augmentation de leur cotisation. Les salariés de plus de 65 ans vont maintenant eux aussi cotiser, autant de moins pour leur pouvoir d'achat déjà sérieusement attaqué. La CGT appelle à s'emparer de cette question et à ne pas cesser la lutte.

Elections professionnelles SNCF

70% des cheminots qui ont participé, jeudi 20 mars 2014, aux élections professionnelles ont choisi de renouveler à une très large majorité : 35,64% en CE et 37,8% en DP leur confiance vis-à-vis de la CGT, qui demeure la première organisation syndicale à la SNCF. Un résultat qui témoigne de « la volonté des cheminots de changer de cap, de revendiquer une autre réforme pour le ferroviaire que celle qui prépare le démantèlement de l'entreprise publique »

Syndicalisation

La montée vers les 100 % (12106 FNI) se fait toujours petit à petit. Il faudrait au moins 1 FNI réglé par syndicat et le but pourrait être atteint. Faisons tous les efforts possibles pour y parvenir

Extrême droite : pour en finir avec les idées fausses.



Le livre *En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite*, de Pierre-Yves Bulteau, en

librairie à partir du 3 avril 2014, répond à 73 idées reçues diffusées par l'extrême droite. Il représente un antidote indispensable au discours de l'extrême droite et invite à refuser la tentation autoritaire, le « chacun chez soi », pour construire une société d'égalité, de liberté et de fraternité pour tous. L'auteur a bénéficié du concours des syndicats : CGT, FSU et Solidaires, et d'associations : FIDL, MRAP, JOC, UNEF, UNL, dont les militants sont quotidiennement confrontés aux questions d'un monde de la jeunesse et du travail sensible à la propagande de l'extrême droite.

Relaxe pour les 4 militants CGT du Havre !

Poursuivis pour avoir collé des affiches sur les vitres d'une permanence parlementaire, déboulonné la plaque de la députée et pour avoir prétendument bousculé un huissier de justice lors d'un conflit social les 4 syndicalistes risquaient des peines disproportionnées de prison et d'amendes jusqu'à 500€. C'est avec une grande satisfaction que la **CGT** prend acte de la décision du tribunal correctionnel de relaxer les quatre militants de l'Union locale CGT du Havre.

Les Prud'hommes dans la ligne de mire.

Un décret vient d'être publié restreignant l'activité des conseillers salariés Prud'hommes dans l'exercice de leurs activités. Ils disposeront de moins de temps que les juges professionnels pour étudier les dossiers. Qui osera encore parler de justice sociale ? Cette offensive se situe dans le prolongement du projet de loi sur la démocratie sociale qui supprimerait les élections prud'homales pour les élus salariés. Loi qui doit venir au parlement dans les prochains jours. Signez et faites signer la pétition nationale en ligne sur le site internet de la CGT (www.cgt.fr).

Loi Florange

Votée en février dernier, le Conseil Constitutionnel suit l'avis de l'UMP et du patronat et considère comme anticonstitutionnelles les principales obligations de l'employeur contenues dans le texte et les sanctions pécuniaires trop élevées et contraire au droit de propriété. C'est une décision politique en faveur du patronat et du capital contre le travail et les travailleurs. La **CGT** appelle les salariés à se mobiliser pour faire respecter ce droit et gagner la bataille de l'emploi en France et en Europe

Accord national EDEC « Autonomie » : la CGT ne signera pas

Cet accord cadre national, destiné à engager des financements en direction des structures associatives, mais aussi privées, a le mérite de poser certaines revendications portées par la CGT : professionnalisation des métiers, aides à la formation, aides à la VAE, prévention des risques professionnels... Mais le décalage est grand entre les intentions affichées et les moyens mis en œuvre. Le budget alloué ne représente que 0,75 € par salarié sur 3 ans. Pour la CGT, une véritable réforme de l'aide à domicile et des secteurs médico-sociaux passe

par une révision profonde de leur financement, largement insuffisant à ce jour. Elle passe aussi par le renforcement de l'attractivité et la mixité des métiers, ainsi que par la reconnaissance des compétences et qualifications avec une revalorisation des salaires.

Initiative jeunes de la fédération

La fédération organise une initiative les 10 et 11 avril 2014 avec des jeunes syndiqués pour encore mieux coller à leurs attentes et également se renforcer dans toutes les entreprises parmi cette catégorie d'avenir

Expulsions : fin de la trêve hivernale

Dès ce 1^{er} avril reprise des expulsions locatives qui ont triplé en 5 ans avec 10 millions de personnes touchées par la crise du logement. Des privés d'emplois, des retraités mais aussi des salariés aussi bien en précarité qu'en emplois stables compte tenu de l'absence d'une revalorisation des salaires alors même que le coût de la vie en général, énergie, transports, soins, ne cessent d'augmenter.

Adaptation de la société au vieillissement :

Basé sur la seule Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA), soit 645 millions d'€ le projet de loi est considéré comme n'étant « pas à la hauteur des ambitions » par le Conseil Économique Social et Environnemental. Ce projet ambitieux fondé sur le respect des droits fondamentaux des personnes âgées, leur maintien à domicile, la volonté de rompre l'isolement et leur insertion dans la société est proposé par la CGT et la CFDT.

Rencontre CGT et l'Association France – Palestine :

Une même inquiétude face à la politique coloniale des autorités israéliennes et qui constitue aux yeux de la communauté internationale, un obstacle majeur à la paix. La CGT et l'AFPS s'inquiètent du silence de la France, qui ne joue plus un rôle moteur en faveur de la paix.

Les deux organisations veulent agir en faveur de la paix en s'engageant clairement pour demander au gouvernement français, l'interdiction des produits des colonies en France et en Europe : Et elles entendent aussi agir pour mettre fin à la détention politique en soutenant la « campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti et tous les prisonniers politiques palestiniens ».

Mondial de foot 2022 au Qatar

En dépit de dénégations et des promesses du riche émirat organisateur, la Confédération Syndicale Internationale persiste à dénoncer les conditions inhumaines des migrants régionaux d'Inde, du Sri Lanka, du Népal et du Bangladesh sur les chantiers des infrastructures (matelas posés à même le sol, plus de 10 par pièce, cuisine et hygiène avec eau saumâtre)

La CSI demande entre autres instamment au gouvernement qatari de : mettre un terme au système de kafala le système de parrainage qui enchaîne les ouvriers à leur employeur ; d'adopter

des lois prévoyant la liberté syndicale et la négociation collective pour que la main-d'œuvre ait la possibilité de s'exprimer ...

Initiative citoyenne européenne : Droits humains à l'eau et à l'assainissement.

Les membres du Comité citoyen ont présenté au Parlement européen le résultat de l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE), pour le droit humain à l'eau et à l'assainissement. La CGT y participait. C'est la première initiative qui a réussi à réunir près du double des signatures exigées, soit 1,9 million.

L'accès à l'eau et à l'assainissement est reconnu et doit être mis en œuvre par le service public, loin des intérêts privés et financiers. Bon nombre de députés européens ont soutenu cette ICE lors du débat. La commission européenne saura-t-elle saisir cette opportunité ? Envisagera-t-elle une approche par les droits humains et non par le marché ?

Rencontre Thierry Lepaon avec le DGB

Thierry Lepaon a rencontré le 25 mars à Berlin la Direction du DGB. DGB et CGT se rejoignent pour considérer que les politiques menées actuellement en France sont susceptibles d'avoir les mêmes conséquences pour les travailleurs que celles conduites en Allemagne il y a dix ans : une précarisation inacceptable du travail. Thierry Lepaon et Michael Sommer partagent enfin l'analyse que seule une ligne ferme du mouvement syndical peut permettre une défense efficace de l'intérêt des travailleurs.

MADRID : Manif monstre contre l'austérité

Le 22 mars, retraités, travailleurs précaires, étudiants, fonctionnaires, chômeurs, jeunes ...ont convergé sur la place Colomb. Depuis le 20 février ils avaient participé depuis leur région à la marche de la dignité contre les politiques mises en œuvre par leur gouvernement à l'appel de 300 organisations. Mais silence radio sur les ondes nationales.

Je m'informe aussi sur :
Le site internet de l'UCR :
www.ucr.cgt.fr
Le site internet de l'UFR :
www.cgt-fapt.fr